

DJAMA 228
BIERE AMBREE

LA **TRADITION** EST
NOUS RASSEMBLE

50cl
500'

SANS SUCRES AJOUTES

EAU
MALT
HOUBLON

SNB

www.snb.tg

AVEC DJAMA, ON EST ENSEMBLE

LA NOUVELLE TRIBUNE

Hebdomadaire togolais d'investigation, d'analyses, et de publicité

N° 196 du jeudi 24 juin 2021 / Prix : 250 F CFA

AVIS AUX EXPLOITANTS FORESTIERS

PIA se propose d'acheter les bois de teck

P. 2

DÉBAT SUR LE FRANC CFA P. 3

Kako Nubukpo : le pari de l'ECO



ENERGIE

CENTRALE SOLAIRE DE BLITTA

Quels impacts sur les populations ?



P. 4

NATIONAL

PLAN DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAL P. 3

Le Guide National vulgarisé du 29 juin au 1^{er} juillet

LE DECODEUR HD A 5000 F CFA INCROYABLE AVEC TOUTES LES FORMULES

ENSEMBLE CELEBRONS LE FOOT

EURO2020 CANAL+ DIFFUSEUR OFFICIEL



Se référant au décret N° 2021-054/PR du 12 Mai 2021 de la République Togolaise interdisant l'exportation des produits forestiers de sciage sous forme brute et semi brute, PIA (Plateforme Industrielle d'Adetikopé) propose d'acheter auprès des exploitants forestiers les bois de teck disponibles (livraison directe à PIA).

Tout opérateur intéressé, est prié d'appeler au **+228 70598112** et au **+228 70598113** afin de fixer un rendez-vous, pour conclure une date et heure de livraison, et pour toute autre information.

Pour la commodité des vendeurs, le paiement sera effectué immédiatement après la livraison.

NB : Seuls les bois conformes à la loi Togolaise seront achetés.

Referring to the decree N° 2021-054/PR of May 12, 2021 of the Togolese Republic prohibiting the export of forest products of sawing in raw and semi-raw form, PIA (Plateforme Industrielle d'Adetikopé) proposes to buy from the forestry operators the available teak wood (direct delivery to PIA). Any interested operator is requested to call **+228 70598112** and **+228 70598113** in order to make an appointment to conclude a date and time of delivery, and for any other information.

For the convenience of the seller, payment will be made immediately after delivery.

NB: Only formalized timber in accordance with Togolese law will be bought.

DÉBAT SUR LE FRANC CFA

Kako Nubukpo : le pari de l'ECO

Dans une interview accordée à l'agence Ecofin, Pr Kako Nubukpo décrypte le passage du franc CFA vers l'Eco, au lendemain du colloque international de Lomé sur les états généraux de l'Eco dont il est le principal artisan.

Nicolas EDORH

Parlant de la feuille de route adoptée à l'issue du colloque international de Lomé, l'ancien ministre de la Prospective et de l'Évaluation des Politiques Publiques évoque quatre points importants. « Premièrement, l'idée est de faire de l'Eco, une monnaie qui soit au service d'un développement transformationnel pour éviter l'exportation des matières sans aucune transformation sur place. Ensuite, le second défi est la centralisation des réserves de change. Il ne faut pas que les Etats aillent chacun de son côté. On est plus forts quand on est unis ; il faut l'implication des populations. S'il n'y a pas adhésion des populations, tout ce que nous faisons risque de rester au niveau de l'élite. Au troisième niveau, l'option sera pour un Eco Commun et non une monnaie unique dès le départ, au vu des exigences de l'espace ouest-africain. Pour finir, cette monnaie commune

sera adossée à un panier de devises que sont l'euro, le dollar américain, le yuan et la livre sterling, afin de tenir compte du poids du Nigeria qui détient 70% du PIB de la CEDEAO et 80% de ses réserves de change en livre sterling. Ceci afin de pouvoir calculer ce que nous appelons le coût pivot de la monnaie ECO. La Banque centrale qui sera probablement une banque centrale fédérale dans le cas de l'Afrique de l'Ouest, aura à défendre la capacité de ces monnaies à rester dans le corridor », affirme-t-il.

Selon Pr. Kako Nubukpo, l'absence des politiques au cœur de ce débat traduit finalement quelque chose qu'il a rappelé dans son dernier ouvrage « l'Urgence africaine ». Il souligne principalement qu'on a l'impression que les populations africaines et leurs élites ne vivent pas la même histoire et qu'il est justement



urgent que ce ne soit plus le cas. « J'ai été comme tout le monde étonné de l'absence des politiques, mais en même temps ce n'était pas l'objectif », précise-t-il en ce qui concerne le colloque international de Lomé. « Le but était une auto-saisine par des chercheurs, des intellectuels, des universitaires, des personnes de la société civile pour réfléchir sur cette question importante et proposer aux politiques une feuille de route. Ce n'est donc pas dramatique », fait-il savoir.

Sur la convention de garantie

L'économiste togolais note deux choses dans ce cadre. Premièrement, le nouveau traité de coopération monétaire entre la France et l'UEMOA. « Au mois de décembre 2020, le chef de l'Etat français a reçu l'autorisation de son Parlement pour la ratification de ce nouveau traité de coopération. Vous observerez comme moi qu'aucun des Etats de l'espace Uemoa n'a encore ratifié le traité », fait-il remarquer.

A son avis, l'interpellation va directement auprès des députés, puisque ce sont les parlementaires qui doivent discuter pour dire s'il est opportun ou non de donner mandat aux chefs de l'Etat de l'Union pour ratifier le nouveau traité. « Ce qui est déjà un sujet en soi. A l'intérieur de ce sujet, il y a une disposition technique, qui s'appelle la garantie, entre la France et la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest. Ce qui est frappant, c'est que nous ne connaissons pas encore les contreparties de cette garantie », poursuit-il. « Ce qui change philosophiquement, c'est que nous reprenons notre

souveraineté monétaire. C'est pour cela que dès le 21 décembre 2019, au moment des annonces effectuées par les présidents français et ivoirien, j'ai été l'un des rares à saluer l'annonce. Car je voyais bien que, pour la première fois, on reconnaît officiellement que le débat sur le CFA avait des raisons d'être. On sortait le débat de l'informel. Cela ne veut pas dire que j'étais d'accord avec ce qui était proposé, mais il est clair que le débat était sorti de l'informel », explique Pr Kako Nubukpo.

L'actuel membre de la Commission de l'UEMOA insiste sur le financement de l'économie réelle. « Tout ce qui peut apparaître comme suscitant une volatilité, il faut faire gaffe. Parce que si vous ne mettez pas en même temps en place des instruments de couverture, à double proportion, vous risquez d'exposer vos populations. En définitive, on peut faire les deux, mais il faut toujours avoir en tête que notre objectif, c'est de financer l'économie réelle », déclare-t-il.

PLAN DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAL

Le Guide National vulgarisé du 29 juin au 1^{er} juillet

Amener les collectivités locales à planifier leur développement pour un meilleur épanouissement des populations. Dans le souci de mener à bien ce développement, le ministère délégué chargé du Développement des Territoires veut vulgariser, dans les prochains jours, un guide élaboré à ce sujet. Il s'agit du Guide national d'élaboration d'un Plan de développement communal (PDC). « Les enjeux du guide national d'élaboration d'un plan de développement communal (PDC) ». C'est le thème de la conférence de presse animée à cet effet jeudi dernier par le ministre délégué, chargé du Développement des Territoires, Essomanam Edjeba.

Isidore AYEKO

Ce guide a pour ambition d'établir un cadre harmonisé et formel de planification du développement à l'échelle des communes du Togo.

Le processus de décentralisation est un puissant levier pour lutter contre la pauvreté par la promotion de la concertation et la collaboration entre les différents acteurs et les pouvoirs publics locaux afin de produire et de gérer, de manière durable, les biens et services publics de qualité

pour les populations qui sont les premiers acteurs de leur développement.

Le guide est élaboré suivant une démarche à la fois participative et interactive. « Ce guide national s'articule autour de 5 points. Il s'agit, entre autres, de la mise en place du cadre institutionnel, de l'évaluation du guide de 2014, de l'actualisation et valorisation nationale du guide proposé. On note également la soumission du document validé à certains ministères



pour l'avis et observations et la communication en conseil des ministres relative au document final », a indiqué Essomanam Edjeba, ministre délégué chargé du Développement des Territoires,

L'élaboration du guide s'inscrit dans le cadre du Programme Décentralisation et Gouvernance Locale (ProDeGol), financé par l'Union Européenne (UE) et le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et mis en œuvre par la Coopération Allemande

(GIZ). Le Togo dispose, désormais, de son Guide national d'élaboration d'un Plan de Développement Communal (PDC). « Le manuel est un outil de travail pratique, concret et opérationnel. Il est destiné à accompagner pas à pas les acteurs communaux tout au long du processus de la planification stratégique, depuis la préparation du plan, jusqu'au suivi et évaluation des projets retenus », a affirmé Dr. Aboukorah-Voigt Omnia, chef Programme du ProDeGol.

Il orientera les différents acteurs, notamment ceux des communes, en mettant à leur disposition des méthodes et outils. Le ministère délégué chargé du Développement du Territoire, les représentants du ministère de l'Administration, du ministère de l'Environnement, de l'Université de Kara, la GIZ, l'ANADEB, la Fatière des communes du Togo et le PNUD, sont les différentes structures qui ont activement participé à l'élaboration du guide national.

Appuyée par le Programme Décentralisation et Gouvernance Locale (ProDeGol), le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) à travers la GIZ, et l'Union Européenne, la campagne de vulgarisation est prévue du 29 juin au 1er juillet 2021 sur toute l'étendue du territoire national.

ENERGIE

La centrale solaire de Blitta inaugurée

Ce mardi 22 juin 2021, le chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé, a inauguré la centrale solaire photovoltaïque Sheikh Mohamed Bin Zayed de Blitta, à 270 km de la capitale. La cérémonie de la mise en service de la plus grande centrale solaire photovoltaïque de l'Afrique de l'ouest (50 MW) s'est tenue en présence des membres du gouvernement, des têtes couronnées et d'autres personnalités dont le président du Groupe AMEA Power, Hussain Al Novais.

Isidore AYEKO

Construite par AMEA Togo Solar, une filiale d'AMEA Power, la centrale de Blitta devra générer de l'énergie électrique d'environ 90 255 MWh par an, pour desservir 158 333 ménages et environ 700 Petites et Moyennes Entreprises. La centrale solaire photovoltaïque de Blitta vient ainsi contribuer et renforcer le dispositif et l'arsenal que le Togo met en place depuis quelques années en vue d'assurer son indépendance énergétique. Elle sera exploitée pendant 25 ans par AMEA Togo Solar et devra permettre d'économiser plus d'un million de tonnes d'émissions de CO₂.

D'un coût global de 35,8 milliards de FCFA, l'installation s'inscrit dans le Plan National de Développement (PND) 2018 -2022, car elle apporte

une contribution qui vise à atteindre l'accès universel à l'électricité d'ici 2030 et à accroître la part d'énergies renouvelables dans le mix énergétique à 50%. Implantée sur une vingtaine d'hectares, la centrale photovoltaïque est constituée de 5 000 panneaux solaires.

« Nous sommes très heureux en ce jour du lancement de la centrale solaire Sheikh Mohamed Bin Zayed. Le choix du Togo était évident pour nous, pour lancer notre première centrale solaire opérationnelle en Afrique, car il s'agit non seulement d'un carrefour commercial majeur en Afrique occidentale, mais également en raison du cadre réglementaire progressif que le gouvernement a instauré en matière de projets d'énergies renouvelables, atout non négligeable pour mener à



bien un projet de façon rapide et responsable », a indiqué Hussein Al Nouvais, président d'AMEA Power.

Pour la ministre déléguée auprès de la présidence de la République, chargée des Mines et de l'Energie, Mila Aziablé, l'indépendance énergétique du Togo est l'une des grandes priorités de l'Exécutif togolais.

Tout en exprimant sa gratitude au groupe AMEA Power, elle a félicité la célérité dont a fait preuve le Groupe dans la réalisation de cet ouvrage dans les 18 mois, malgré la situation sanitaire préoccupante.

« Le développement de la centrale photovoltaïque Sheikh Mohamed Bin Zayed illustre parfaitement le succès du partenariat public-privé en Afrique, avec AMEA Power qui a pu exécuter son projet avec l'unité de mise en œuvre dédiée du Togo et qui a bénéficié d'un climat d'investissements favorable l'ayant encouragé à préfinancer un projet d'énergie renouvelable à grande échelle sur fonds propre », a précisé Mila Aziablé. La cérémonie d'inauguration de la centrale a été l'occasion d'élever au rang de Commandeur de l'Ordre National du Mono, le

président du groupe AMEA Power, Hussain Al Novais, par le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé.

La pose de la première pierre de la centrale solaire photovoltaïque a été effectuée le 3 février 2020. D'autres mini-centrales sont prévues dans les cinq régions économiques du Togo. Les cérémonies de pose de première pierre des centrales solaires des régions Centrale et de la Kara sont annoncées pour les prochains jours.

Quels impacts sur les populations ?

La centrale solaire photovoltaïque Sheikh Mohamed Bin Zayed présente beaucoup d'avantages aux populations togolaises, surtout celles des zones reculées. Le développement des secteurs socio-économiques, de l'éducation et de la santé des localités de la préfecture de Blitta devra s'accélérer.

Isidore AYEKO

90 255 MW par heure et par an. La préfecture de Blitta bénéficiera de 9% et les autres régions vont consommer les 91% d'énergie. La centrale va contribuer à la lutte contre le chômage grâce aux multiples emplois qu'elle génère.

Sa construction a permis déjà de multiplier les offres d'emploi local, car 80 % des travailleurs de la centrale proviennent directement du Togo, donc de la main d'œuvre locale. Ce qui contribue au développement des communautés. 158 333 ménages et plusieurs structures seront électrifiés.

AMEA Power a investi dans les initiatives communautaires

dans la préfecture de Blitta dont la construction d'une nouvelle clinique équipée et électrifiée desservant plus de 100 000 personnes et une pompe à eau installée.

Dans le domaine de l'éducation, AMEA Power a électrifié des écoles via l'énergie solaire. Une situation qui a changé le quotidien des populations, surtout des élèves.

L'approvisionnement fiable de l'électricité dans la zone a favorisé le rendement scolaire des apprenants. « Les enfants n'ont pas d'électricité dans leurs maisons et sont obligés d'étudier avec des lampes de poche. Un



approvisionnement stable en électricité peut transformer positivement l'avenir de ces enfants », a déclaré Padibalaki Anama, enseignant dans une école primaire de Blitta. Les élèves n'ont pas caché leur joie suite à l'opérationnalisation de la centrale solaire. « C'est difficile de réviser le soir car je n'ai pas d'électricité à la maison. Je dois utiliser une lampe de poche. Avec l'électricité, je peux

passer plus de temps à étudier et un jour devenir un cadre de ce pays », se réjouit un élève. En outre, AMEA Power a accueilli à la centrale solaire photovoltaïque, 36 étudiants en ingénierie de diverses institutions techniques du Togo, à travers un programme de formation. Ce programme leur a permis d'approfondir leurs connaissances théoriques et de développer leurs

compétences.

« Nous accueillons ce projet à bras ouverts, en raison des difficultés d'approvisionnement en électricité à Blitta. Nous sommes ravis de voir l'impact que cela aura sur la vie des personnes vivant à Blitta et dans les zones environnantes », a indiqué Boukhari Batossa, préfet de Blitta.

ECONOMIE

Les conclusions de la mission du FMI au Togo

« Les discussions devraient se poursuivre dans un proche avenir en vue de finaliser les accords sur un nouvel accord FEC (Facilité élargie de crédit) ». C'est la principale annonce faite par les services du FMI à l'issue de leurs consultations virtuelles menées du 1er au 18 juin 2021 avec les autorités togolaises, rappelant l'intérêt de ces dernières pour un appui au titre de la FEC.

« Les discussions entre les services du FMI et les autorités se sont concentrées sur les mesures visant à soutenir la réponse en cours au COVID-19, les efforts visant à

renforcer la reprise économique naissante, la nécessité de réformes pouvant être exploitées pour favoriser une croissance inclusive et durable tirée par le secteur privé, et améliorer les

résultats de développement à moyen terme. C'est à cet égard que les autorités togolaises ont manifesté leur intérêt pour un appui au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) », a déclaré Jaroslaw Wieczorek, chef de mission pour le Togo, dans un communiqué publié vendredi 18 juin.

« Au cours des discussions, de bons progrès ont été réalisés sur les hypothèses clés qui sous-tendent le cadre macroéconomique dans le

but de garantir des ressources pour les vaccinations prévues et d'autres besoins liés au COVID-19 ainsi qu'une stabilité macroéconomique continue à moyen terme avec un espace budgétaire pour les dépenses sociales et de développement », indique la même source, précisant que « les autorités togolaises ont confirmé leur engagement en faveur des réformes fondées sur la Feuille de route 2020-25 et le Plan national de développement

». En rappel, la directrice générale du Fonds, Kristalina Georgieva, avait annoncé le 16 mai, en marge d'un tête-à-tête avec Faure Gnassingbé à Paris, que son institution préparait 240 millions USD (environ 130 milliards de FCFA) de ressources supplémentaires au profit du Togo, pour l'appuyer dans le cadre de la relance post-Covid-19.

AGRICULTURE

Olam et AFC entrent au capital du MIFA SA

Le gouvernement togolais a annoncé, le 16 juin dernier, son intention de céder tout ou partie des actions de l'Etat dans le capital de la société « Mécanisme incitatif de financement agricole (MIFA SA) » à la PIA et ARISE Special Economic Zone, deux entités contrôlées par Olam International et Africa Finance Corporation (AFC).

Cette entrée des deux nouveaux actionnaires au tour de table, selon une note officielle, vise à « mieux mobiliser cet outil pour accompagner la stratégie de développement agro industrielle de notre pays, notamment

dans le cadre du développement de la Plateforme Industrielle d'Adetikopé » inaugurée le 6 juin 2021.

« Le gouvernement a souhaité nouer un partenariat stratégique avec PIA et ARISE

Special Economic Zone. Ce partenariat vise à relever les défis rencontrés dans la mise en œuvre du mécanisme du MIFA SA notamment en matière de financement de l'agriculture en particulier la focalisation sur des filières prioritaires, l'amélioration des revenus des producteurs et la fourniture en quantité suffisante de matières premières aux industries locales », indique le gouvernement.

Aucun détail ne filtre au sujet de la nouvelle configuration

du tour de table, note Financial Afrik. Si ce n'est la précision selon laquelle l'actionnariat du MIFA SA sera désormais composé de l'Etat (qui était l'actionnaire unique depuis le lancement de l'entité en 2018), la Fédération nationale des groupements de producteurs de coton (FNGPC), ARISE Special Economic Zone et PIA. « L'Etat togolais n'a pas vocation à perdurer dans l'actionnariat du MIFA SA dès lors que le

secteur privé souhaiterait y entrer », explique-t-on.

En rappel, le groupe Olam, au-delà la PIA développée avec l'AFC, avait déjà acquis, en novembre 2020, 51% des parts de l'Etat de la Nouvelle société cotonnière du Togo (NSCT) pour un coût d'environ 22 milliards FCFA.

BOURSE

La BRVM admise à la World Federation of Exchanges

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) est désormais membre à part entière de la Fédération mondiale des bourses (WFE). Rejoignant ainsi huit autres places boursières africaines.

En effet, réuni en session le 27 mai 2021, le Comité Exécutif de la Fédération mondiale des Bourses (WFE) a approuvé la demande d'admission de la BRVM au nombre des membres de ladite Fédération.

Selon l'agence Ecofin, cette admission vient couronner les efforts de la place boursière de l'UEMOA pour passer les différentes étapes afin d'obtenir la qualité de membre de l'organisation la plus représentative des places boursières travers le monde « Au nom de tous nos membres et du Comité Exécutif de la WFE, j'aimerais vous souhaiter, ainsi qu'à vos collègues, une chaleureuse bienvenue en tant que nouveau membre d'une organisation véritablement mondiale. J'espère que vous et vos collègues bénéficierez de l'interaction avec les autres membres ainsi qu'avec le Comité Exécutif, et que

les actions de la WFE vous aideront à développer davantage votre institution et prospérer », a indiqué Madame Nandini Sukumar, Directeur Général de la WFE, dans sa lettre de notification au Directeur Général de la BRVM, Dr. Edoh Kossi AMENOUNVE.

Avec cette admission, la BRVM participera de plein droit aux activités de la Fédération notamment les conférences, réunions annuelles, assemblées générales et commissions de travail pour examiner les sujets majeurs liés au développement des marchés de capitaux à travers le monde.

A propos de WFE

La WFE est la fédération mondiale des bourses et des chambres de compensation (CCP) du monde entier. Elle compte plus de 250



infrastructures de marché allant de celles qui gèrent les plus grands centres financiers à celles qui gèrent les marchés frontières. Fondée en 1961, la Fédération a été créée pour contribuer au « développement, au soutien et à la promotion de marchés de valeurs mobilières organisés et réglementés afin de répondre aux besoins des marchés financiers mondiaux dans le meilleur intérêt de leurs utilisateurs ».

Parmi les membres, 37 % viennent de la région Asie-Pacifique, 43 % de l'Europe, du Moyen-Orient et d'Afrique, et 20 % sont des Amériques. Ils comprennent plus de 50 services de compensation CCP distincts, parmi lesquels des CCP autonomes, qui

garantissent collectivement que les commerçants mettent en place 1 000 milliards de dollars de ressources pour soutenir leurs positions à risque. Les bourses WFE abritent 47 919 sociétés cotées et la capitalisation boursière de ces entités dépasse 109 000 milliards de dollars ; environ 137 000 milliards de dollars (EOB) de transactions par an transitent par les membres de la WFE (fin 2020).

La WFE cherche à garantir des résultats réglementaires qui favorisent le bon fonctionnement des marchés des capitaux et renforcent la stabilité systémique en plus des marchés en développement. En collaboration avec ses membres, la WFE crée et convient des meilleures pratiques et normes pour l'industrie. <https://www.world-exchanges.org/>

A propos de la BRVM

Portée sur les fonds baptismaux le 18 décembre 1996 à Cotonou (BENIN),

la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) est une bourse électronique parfaitement intégrée commune à huit pays de l'Afrique de l'Ouest : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo. Outre les titres de participations (actions), la BRVM propose l'émission et la négociation des titres de créance (obligations).

La BRVM offre aux investisseurs un environnement boursier de classe mondiale avec des systèmes de cotation et de règlement des transactions à la fine pointe de la technologie. La BRVM est membre du Comité Exécutif de l'African Securities Exchanges Association (ASEA). Elle est depuis novembre 2016 classée dans la catégorie des marchés frontières par le MSCI.

www.brvm.org

ENVIRONNEMENT

L'humanité ne pourra pas se remettre du dérèglement climatique

Pénurie d'eau, exodes, malnutrition, extinction d'espèces... La vie sur Terre telle que nous la connaissons sera inéluctablement transformée par le dérèglement climatique quand les enfants nés en 2021 auront 30 ans, voire plus tôt, alerte un projet de rapport des experts climat de l'ONU que l'AFP a pu se procurer.

Quel que soit le rythme de réduction des émissions de gaz à effet de serre, les impacts dévastateurs du réchauffement sur la nature et l'humanité qui en dépend vont s'accroître, assure le Giec, et devenir douloureusement palpables bien avant 2050. « *La vie sur Terre peut se remettre d'un changement climatique majeur en évoluant vers de nouvelles espèces et en créant de nouveaux écosystèmes* », note le résumé technique de 137 pages. « *L'humanité ne le peut pas* ».

Le projet de rapport rédigé par des centaines de scientifiques rattachés au Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), qui fait autorité en la matière, oscille entre un ton apocalyptique et l'espoir offert aux hommes de changer leur destin par des mesures immédiates et drastiques. Le rapport d'évaluation complet de 4 000 pages, bien plus alarmiste que le précédent de 2014, a pour vocation d'éclairer les décisions politiques. Même si ses principales conclusions ne changeront pas, il ne sera officiellement publié qu'en février 2022, après son approbation par consensus par les 195 États membres. Trop tard cependant pour les cruciales réunions

internationales sur le climat et la biodiversité prévues fin 2021, notent certains scientifiques.

Parmi ses conclusions les plus importantes, figure un abaissement du seuil au-delà duquel le réchauffement peut être considéré comme acceptable.

En signant l'accord de Paris en 2015, le monde s'est engagé à limiter le réchauffement à +2°C par rapport à l'ère pré-industrielle, si possible +1,5°C. Désormais, le Giec estime que dépasser +1,5°C pourrait déjà entraîner « *progressivement, des conséquences graves, pendant des siècles, et parfois irréversibles* ». Et selon l'Organisation météorologique mondiale, la probabilité que ce seuil de +1,5°C sur une année soit dépassée dès 2025 est déjà de 40%.

« Le pire est à venir »

« *Le pire est à venir, avec des implications sur la vie de nos enfants et nos petits-enfants bien plus que sur la nôtre* », martèle le Giec, alors que la prise de conscience sur la crise climatique n'a jamais été aussi étendue. Le climat a déjà changé. Alors que la hausse des températures moyennes depuis le milieu du XIXe



siècle atteint 1,1°C, les effets sont déjà graves et seront de plus en plus violents, même si les émissions de CO2 sont freinées.

Et les êtres vivants - humains ou non - les moins à blâmer pour ces émissions sont, ironiquement, ceux qui en souffriront le plus. Pour certains animaux et variétés de plantes, il est peut-être même déjà trop tard : « *Même à +1,5°C, les conditions de vie vont changer au-delà de la capacité de certains organismes à s'adapter* », souligne le rapport, citant les récifs coralliens dont un demi-milliard de personnes dépendent.

Parmi les espèces en sursis figurent les animaux de l'Arctique, territoire qui se réchauffe trois fois plus vite que la moyenne. Sur place, des modes de vie ancestraux, de peuples vivant en lien étroit avec la glace pourraient aussi disparaître.

Agriculture, élevage, pêche, aquaculture... « *Dans tous les systèmes de production alimentaire, les pertes soudaines s'accroissent* », observe aussi le rapport, pointant les aléas climatiques comme « *principal moteur* ». Or l'humanité n'est à ce stade pas armée pour faire face à la dégradation

certaine de la situation. « *Les niveaux actuels d'adaptation seront insuffisants pour répondre aux futurs risques climatiques* », prévient le Giec. Même en limitant la hausse à 2°C, jusqu'à 80 millions de personnes supplémentaires auront faim d'ici à 2050 et 130 millions pourraient tomber dans la pauvreté extrême d'ici dix ans.

Le danger des effets en cascade

En 2050, des centaines de millions d'habitants de villes côtières seront menacés par des vagues-submersion plus fréquentes, provoquées par hausse du niveau de la mer, qui entraînera à son tour des migrations importantes. À +1,5°C, dans les villes, 350 millions d'habitants supplémentaires seront exposés aux pénuries d'eau, 400 millions à + 2°C. Et avec ce demi degré supplémentaire, 420 millions de personnes de plus seront menacées par des canicules extrêmes.

Le texte souligne d'autre part le danger des effets en cascade. Certaines régions (est du Brésil, Asie du Sud-Est, Chine centrale) et presque toutes les zones côtières pourraient être frappées par trois ou quatre catastrophes météo simultanées, voire plus : canicule, sécheresse, cyclone, incendies, inondation, maladies transportées par les moustiques... Et il faut de surcroît prendre en compte les effets amplificateurs d'autres activités humaines

néfastes pour la planète, note le rapport : destruction des habitats, surexploitation des ressources, pollution, propagation des maladies...

« *Le monde fait face à des défis entremêlés complexes* », commente ainsi Nicholas Stern, spécialiste de l'économie du climat, pas impliqué dans ce rapport. « *À moins de les affronter en même temps, nous n'allons en relever aucun* », estime-t-il.

Des pistes pour enrayer le changement climatique

Concrètement, parmi les pistes évoquées par les spécialistes pour enrayer le changement climatique, il y a par exemple, la restauration des mangroves et des forêts sous marines de Kelp. Celles-ci permettent en effet d'accroître le stockage du carbone, de protéger contre les submersions, tout en préservant des espèces qui assurent dans le même temps, de la nourriture aux populations côtières.

Mais au-delà de cet exemple, le rapport insiste bien sur la nécessité d'une transformation radicale des processus et des comportements à tous les niveaux : individus, communautés, entreprises, institutions et gouvernement aussi bien sûr, tout en concluant qu'il y a urgence à redéfinir notre mode de vie et de consommation.

(Source : RFI)

CRISE SANITAIRE

Vers un vaccin anti-Covid-19 produit en Afrique?

C'est la première étape pour que le continent africain puisse fabriquer lui-même ses propres vaccins contre le Covid. Cyril Ramaphosa, le président sud-africain qui se bat déjà pour la levée des brevets, a annoncé lundi 21 juin, lors d'un point de presse de l'Organisation mondiale de la santé, la mise en place d'un centre de transfert de technologies pour des vaccins à ARN messenger.

En Afrique du Sud, le président s'inquiète de la troisième vague de coronavirus qui touche actuellement le pays. Au cours des dernières 24 heures, 6 000 nouveaux cas ont été recensés dans la seule province du Gauteng. Lors d'un point presse de l'OMS, Cyril Ramaphosa a annoncé qu'une première étape vient

d'être franchie, pour que le continent africain soit capable de produire des vaccins contre le Covid-19. L'Afrique du Sud a été choisie pour accueillir le premier centre de transfert de technologie pour des vaccins anti-Covid à ARN messenger. Cyril Ramaphosa a justifié la création d'une capacité régionale de production de ces

vaccins.

Ramaphosa pointe une inégalité qui persiste dans le monde

« *On voit bien qu'on ne peut pas compter sur les vaccins fabriqués en dehors de l'Afrique, parce qu'ils ne viennent jamais* », déclarait hier le président d'Afrique du Sud, pays qui concentre à lui seul 35% des cas de Covid recensés sur le continent africain. Cyril Ramaphosa plaide pour une levée temporaire de la propriété intellectuelle, et dénonce les inégalités dans l'accès aux vaccins contre le Covid-19, entre pays développés et en

développement.

Ce centre de transfert de technologie, qui vient d'être annoncé et va être basé en Afrique du Sud, doit remédier à ce problème.

Il est porté par un consortium sud-africain, qui regroupe des sociétés de biotechnologie, un réseau d'universités et des centres africains de contrôle des maladies. Des centres qui fournissent un savoir-faire et une formation aux fabricants locaux. Il s'agit d'une première étape, il faudra toutefois patienter encore un peu, pour que le projet se concrétise... et que des vaccins

soient produits en Afrique du Sud. De 9 à 12 mois, si tout se déroule comme prévu, selon la cheffe scientifique de l'OMS. Le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, Tedros Ghebreyesus, voit dans l'annonce de ce centre une « *très bonne nouvelle pour l'Afrique* », tout en précisant qu'à court terme, « *nous devons faire tout notre possible pour augmenter la production et la distribution équitable de vaccins à travers Covax* ».

(Source : RFI)

SOCIÉTÉ

La vie chère préoccupe les évêques

Du 15 au 18 juin 2021, la Conférence des Evêques du Togo (CET) a tenu sa 127e session ordinaire de l'année. Plusieurs sujets ont été abordés lors de cette rencontre, notamment la vie de l'Eglise et la situation socio-économique.

Isidore AYEKO

La vie chère sévit actuellement au Togo. On en a pour preuve que la flambée des produits de première nécessité, l'augmentation des prix de péage et la hausse des prix des produits pétroliers effectuée il y a quelques jours. Cette augmentation des coûts de certains produits et services entraînent le phénomène de la vie chère.

Une situation qui n'a pas laissé indifférente la Conférence des Evêques du Togo. Elle est consciente des difficultés que les Togolais éprouvent pour vivre sagement et dignement.

Les évêques se sont prononcés sur la vie chère au Togo et invitent le gouvernement à se préoccuper de la situation. « Nous sommes interpellés par la pauvreté de tant de citoyens et citoyennes qui éprouvent

beaucoup de mal à subvenir à leurs besoins élémentaires et invitons les autorités et toutes les institutions à prêter une vigilante attention à ce défi à relever », indique le communiqué signé par le Père Emile Segbedji, Secrétaire général de la CET.

La Conférence des Evêques du Togo dit reconnaître les efforts du gouvernement pour remédier au mal, mais l'interpelle à redoubler d'efforts et d'initiatives pour combattre la situation qui tire son essence de plusieurs causes.

« Nous exhortons les citoyens et gouvernants à redoubler d'ardeur pour combattre la misère aggravée par la pandémie au coronavirus, la cherté de la vie, la corruption et les fraudes, et garantir la sécurité, la liberté et les droits fondamentaux des



concitoyens », lit-on dans le communiqué.

La CET insiste sur la nécessité de trouver des solutions adéquates pour le bien-être et l'épanouissement des citoyens. « Notre peuple souffre. Personne ne l'ignore. Il importe de regarder avec attention les

situations qui préoccupent les citoyens pour y apporter des solutions appropriées », indique la Conférence.

En outre, les évêques catholiques réaffirment leur engagement à appeler constamment leurs fidèles ainsi que toutes les populations

à un changement de cœur, de mentalité et d'attitude, afin de construire ensemble une société plus humaine où la richesse soit partagée par tous dans la justice, la gaieté, l'amour du prochain et la paix.

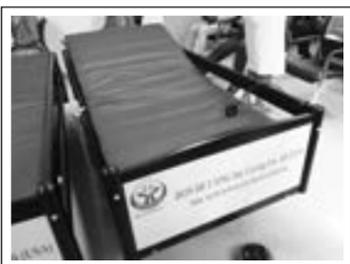
JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA DRÉPANOCYTOSE

L'ONG Caring For All vole au secours du CNRSD

L'ONG Caring For All a fait don d'équipements médicaux au Centre national de recherche et de soins aux drépanocytaires (CNRSD) jeudi dernier. Une action qui s'inscrit dans sa politique d'aide aux personnes drépanocytaires et son programme « Zéro Bébé Drépanocytaire au Togo et en Afrique » (ZBD-TA).



A l'occasion de la Journée Internationale de la Drépanocytose, l'ONG Caring For All, a encore fait parler son cœur.



Elle a fait don d'équipements

médicaux composés de lits mécaniques et électroniques, de matelas orthopédiques, de charriots et de tables de chevet au Centre national de recherche et de soins aux drépanocytaires (CNRSD).

« Nous faisons ce don au CNRSD pour venir en aide au centre et donner du réconfort aux malades. Ce don vient marquer la Journée Internationale de la Drépanocytose. », confie Catherine Stone, présidente de l'ONG Caring For All.

Ce don vient renforcer le plateau technique du centre et soulager les peines. « Comme tout nouveau centre, nous sommes en manque d'équipements neufs. Il y a des défis à relever. Je pense qu'avec ces lits d'hospitalisation, nous serons un peu soulagés. Nous disons merci au donateur et



nous promettons faire bon usage de ce don et pour le bien des patients qui viennent se soigner », a déclaré Dr. Hèzouwè Magnang, directeur du CNRSD.

L'ONG Caring For All a saisi cette occasion pour inviter la population à se faire dépister durant la vaste campagne du test de l'électrophorèse de l'hémoglobine qui a débuté le 1^{er} juin et qui prendra fin le 31 juillet 2021 ; ceci, à moindre coût dans ses cliniques

partenaires.

Notons que l'ONG Caring For All est une association à but non lucratif basée aux Etats-Unis et présente au Togo pour apporter son soutien aux personnes démunies, déshéritées et sans voix. Elle lutte également contre la maltraitance faite aux enfants et aux femmes.

■ Etonam TAMELOKPO

LA NOUVELLE
TRIBUNE

Récépissé No 0546/31/05/16/
HAAC
Djidjolé - Batomé, von après
Maison Suzanne AHO, en face
de l'église EAC-TOGO
Tél : 90 03 83 30 / 98 01 82 02
www.lanouvelletribune.net

Directeur de la Publication

Elom K. ATTISSOGBE
Tél : (+228) 91 90 48 04 /
98 01 82 02

Rédacteur en chef

Nicolas EDORH

Rédaction

Elom ATTISSOGBE
Nicolas EDORH
Béatrice AGBODJINOU
Isidore AYEKO

Infographie

La Nouvelle Tribune

Impression

SDR

Tirage

1000 exemplaires



JEUX OLYMPIQUES & PARALYMPIQUES D'ÉTÉ

« Citius, Altius, Fortius »
« Plus Vite, plus Haut, plus Fort »



Le TOGO en route
pour les Jeux Olympiques
Tous derrière nos Athlètes



Du 23/07 au 08/08 2021

